

LES REVUES

Les Arts de la vie : Enquête sur la séparation des Beaux-Arts et de l'Etat.

La Revue **Les Arts de la vie** a soumis à « quelques personnalités compétentes » le questionnaire ci-après :

1° *Reconnaissez-vous à l'Etat le droit d'avoir et d'imposer une conception d'art quelle qu'elle soit, et, à plus forte raison, de réprimer les tendances esthétiques d'une époque en monopolisant l'Enseignement des Beaux-Arts ?*

2° *Quelles sont, selon vous, les conditions sociales les plus favorables au développement des Arts ? Etes-vous partisan du régime d'autorité ou du régime de liberté ?*

3° *En tout cas, verriez-vous un inconvénient quelconque à ce que le budget des Beaux-Arts fût supprimé ?*

M. Maurice Le Blond a recueilli les réponses (n° 10, d'octobre) et il les classe avec intelligence, les commente, dans un article qui donne la physionomie exacte du débat.

En épigraphe à ces réponses, on a la surprise délicate de lire ce propos de table de M. Degas : « Un projet de loi. — Article unique : Le budget des Beaux-Arts est réuni à celui de l'Assistance Publique. »

Voilà qui en dit long en peu de lettres ! Les mots de M. Degas sont parfois admirables. Son dessin l'est toujours et sa peinture est plus substantielle que ses mots. Cette boutade est injuste et savoureuse. L'Etat n'a pas uniquement acheté de mauvais tableaux, réservé ses commandes à des barbouilleurs académiques, à des sculpteurs sans fond, et, dans quelques cas, il a facilité l'apprentissage d'écrivains méritants ou dédommagé des auteurs trahis par la fortune... Le trait de M. Degas resserre étrangement, dès l'abord, l'objet soumis à l'analyse des personnes compétentes par cette triple interrogation.

La réponse de M. Paul Adam, incertaine et paradoxale, justifierait à elle seule une nouvelle enquête. Parlant de l'école de Rome, il dit : « son rôle conservateur doit être toléré par les révolutionnaires » et il conseillera plutôt d'abolir l'école des Beaux-Arts encore qu'il n'y tienne point : « La tradition est la chair de la vie publique ; l'innovation est son esprit, ajoute M. P. Adam. Afin de penser mieux, siéra-t-il de mettre notre vieux corps sur le bûcher en flammes ? »

M. Pierre Baudin, qui fut ministre et le sera, quand l'exécutif en appellera de nouveau à son dévouement, rran ! — observe une réserve politique. Il défend qu'on attaque l'Etat. M. Baudin sait évaluer la responsabilité d'un membre du gouvernement et il lâche cette phrase pessimiste : « Chez nous, on réforme tout en paroles et nul pays n'est plus conservateur. »

M. A. de Baudot est architecte. Il répond au point de vue de l'architecture...

Par exemple, la réponse de M. J.-E. Blanche est un régal. Finement détaillée, dans un atelier somptueux, elle lui eût assuré un joli succès ! En la lisant, on se rappelle la saveur du citron. On est tenté d'oublier que M. Blanche a peint d'admirables natures mortes et des portraits tellement anglais qu'il a déraciné M. Maurice Barrès malgré lui. Or, le peintre de Bérénice écrit :

« Je ne reconnais à l'Etat aucun droit, sinon celui de nous protéger. Je n'admets pas qu'il nous impose une conception d'Art, quelle qu'elle soit, et à plus forte raison qu'il réprime « les tendances esthétiques d'une époque, en monopolisant l'enseignement des Beaux-Arts ».

« Mais aujourd'hui, en France, je ne sais quelles sont ces tendances esthétiques, et je ne distingue pas que l'Etat ait la moindre influence sur aucun artiste digne de ce nom. Pour les autres, de quelle importance est-il qu'il s'y intéresse ?

.....

« On ne demanderait pas « la suppression du Budget des Beaux-Arts », si les critiques et les esthètes sociologues comprenaient que les Beaux-Arts ne sont plus, dans notre Gouvernement, qu'un département de l'Assistance publique. — Et c'est fort bien. — Or, on ne propose pas de diminuer le nombre des hôpitaux.

« Les questions auxquelles j'ai l'honneur de répondre sont posées par des hommes intelligents et même de lettres, politiques et philosophes distingués, dont l'influence, si elle devait s'exercer, serait aussi redoutable que celle qu'ils prêtent à l'Ecole. — La « mainmise de l'Etat sur les cerveaux » paraîtra dans dix ans une expression aussi démodée que « abonné de la *Revue des Deux Mondes* » dans Goncourt, et plus incompréhensible. Les critiques d'art transcendentaux ont été plutôt nuisibles à leurs amis artistes, depuis Diderot jusqu'aux

Théodore Duret des avant-gardes mondiales, sans oublier Ruskin. »

Il n'est pas sans intérêt de reproduire, immédiatement dessous les arguments de M. J.-E. Blanche, ceux de M. Charles Morice.

M. Ch. Morice écrit sur l'Art avec un indiscutable talent et avec une passion communicative. Nos lecteurs, du reste, le savent... Il est partisan de séparer l'Art et l'Etat, mais le temps de la séparation est lointain et, dit-il, « ce que nous écrivons est pour les petits enfants dont on coupe encore le pain en tartines ». Voici, en partie, les raisons de M. Ch. Morice :

« Il est certain que l'Etat, en se mêlant de collaborer à la production esthétique, soit par l'éducation, soit par la sanction, s'est rendu complice d'un nombre incalculable de véritables crimes. Il évolue bien plus lentement encore que la foule, si ignorante pourtant et si injuste ! et ne rejoint que longtemps après elle les révélateurs d'un Beau nouveau. S'il existe des artistes dignes de ce nom et qui sont notre plus chère gloire, c'est malgré l'Etat, malgré son odieuse protection qui est un étouffement, malgré ses concours, ses croix, ses commandes et toutes les primes qu'il donne aux médiocres et aux habiles, Quel génie, quel talent a-t-il aidé à s'accomplir ? L'Etat n'intervient jamais que quand l'artiste n'a plus besoin d'être aidé. »

Plus loin, M. Ch. Morice s'abandonne à une digression des plus heureuses. M. J.-E. Blanche ayant dédaigneusement prévenu « les écrivains qui osent traiter d'art » : « Vous ne vous doutez pas des conditions où se crée l'œuvre plastique », — M. Ch. Morice s'empporte presque :

« Allons donc ! Finissons-en avec ces grands mystères de technique et de procédé, avec ces secrets de métier dont jamais les grands, les vraiment forts, n'ont tant fait état. Vous oubliez, du reste, que nous avons des artistes avec nous, ce Carrière, par exemple, qui n'ignore pas tout à fait, j'imagine, « les conditions où se crée l'œuvre plastique », ce Carrière de qui vous distinguez le grand talent du génie de Rodin, ô distributeur de prix mûr pour siéger au jury des concours ! Mais ce qui est plus grave encore, c'est d'ignorer que toutes les formes de l'art sont plastiques, qu'un poème est plastique à l'égal d'une statue ou d'un tableau, que la division des arts est factice, que leurs différences s'effacent sous leurs analo-

gies, qu'ils requièrent tous des conditions équivalentes de création, et qu'en somme il n'y a qu'un Art. Il est inutile, il est dangereux et stérile d'insister sur les divisions et les différences. Qu'il serait plus fécond de rendre les analogies plus sensibles ! Ne sommes-nous pas assez séparés déjà, assez dispersés — poètes, peintres, sculpteurs, musiciens ? A nous rapprocher n'aurions-nous pas tout à gagner ? — Quant à la critique d'art, tout comme l'œuvre d'art elle-même, elle vaut ce que vaut son auteur. Il n'y a point de mauvais écrivains bons critiques. Que voulez-vous que je fasse de l'opinion d'un Brunetière ou d'un Jean Lorrain ? Mais il n'y a pas de bons écrivains mauvais critiques. C'est, qu'en pensez-vous ? sans doute, pourquoi il se fait « si grant chierté » de critiques excellents — comme d'excellents artistes. Le meilleur critique d'art du XIX^e siècle fut Baudelaire, qui comprit le premier Delacroix et Wagner. »

M. Caro-Delvaile s'écrie : « Pas d'Ecoles ! Pas d'institutions ! la liberté, toute la liberté, pour les hommes libres que sont les artistes !... Les vrais génies s'épanouiront, moins gênés par la foule des brevetés et des chamarrés officiels. La question du budget des Beaux-Arts se résoudra ainsi d'elle-même, la diminution des non-valeurs rendant la tâche des gouvernants plus facile. » Utopie et candeur ! Rien ne diminuera le nombre des non-valeurs !... Rien, pas même la dépopulation !...

M. Jules Claretie s'affirme « individualiste en art, par principe, mais... » mais M. Jules Claretie est membre de l'Académie Française, et cela oblige à ne rien vouloir détruire...

M. Deandreis fait connaître qu'il « rapporte » le Budget des Beaux-Arts au Sénat.

Un artiste des plus heureusement personnels, gracieux, tendre, naïf par un miracle de science, M. Maurice Denis, répond avec un parfait bon sens que les mauvais produits de l'Ecole des Beaux-Arts ne mettent pas l'art national en péril. Il cite Colbert écrivant à Le Nôtre, alors en Italie : « Vous avez raison de dire que le génie et le bon goût viennent de Dieu et qu'il est très difficile de les donner aux hommes... Mais quoique nous ne tirions pas de grands sujets de ces académies, elles ne laissent pas de servir à perfectionner les ouvriers, et à nous en donner de meilleurs qu'il n'y en ait jamais eu en France. »

Et il ajoute :

« Voilà un sens profond de la réalité. C'est à ce système-là que nous devons, au-dessous d'un Poussin, d'un Lebrun, d'un Watteau, d'un Chardin, cette excellente « moyenne d'art » du xvii^e et du xviii^e siècle. Eh ! qui de nous est assuré d'avoir du génie ! La meilleure éducation est celle qui comprime : utile aux faibles, elle exalte les forts. Croyez-vous qu'il ne serait pas plus sage de rechercher les moyens d'amener (à la suite de Gustave Moreau que tant de jeunes regrettent), les Maîtres de l'Art moderne à exercer délibérément leur influence, et plutôt que de démolir l'École, d'y réinstaller grâce à eux un véritable enseignement ? »

« A mon dernier voyage, dans ce vieux salon décoré des tapisseries du comte d'Antin, et qui ne manque pas d'une certaine grandeur, — M. Guillaume me disait : « C'est ici qu'il faut résoudre ses cas de conscience, s'exciter aux scrupules, connaître si ce que l'on fait est ou n'est pas conforme aux principes de l'Art ». Sentence qui explique le durable prestige de Rome : tant de grands artistes l'ont aimée, de Poussin à Ingres, de Claude Lorrain à Corot, et Goethe et Chateaubriand ! Si vous saviez comme les soirs y sont beaux, du haut du Pincio où trône la Villa Médicis, et propices à la réflexion ! Ce n'est que là que j'ai senti le charme, la saveur, la haute sensualité de la perfection classique. »

« Enfin laissez-moi douter de l'opportunité de la Séparation que vous proposez... »

M. Georges Desvallières, très noblement :

«... Mais, ne nous faisons pas d'illusions, quelque amélioration que l'on apporte à cette éducation, quelque adjonction qui soit faite aux programmes actuels, les grandes œuvres d'art ne sortiront jamais que d'une École, celle de la peine et souvent de la misère, car, comme la guerre fait les héros, c'est la souffrance qui fait l'artiste. »

Net, catégorique, tel est M. Vincent d'Indy :

« Je n'hésite pas à répondre à votre questionnaire que je considère l'enseignement des Arts par l'État comme une simple monstruosité. »

« La carrière de l'artiste est et doit être essentiellement libre ; de quel droit l'État vient-il mettre des entraves à cette liberté ? »

Au contraire, M. André Fontainas rêverait qu'on élargit le

budget des Beaux-Arts, loin de le supprimer, « en vue de la fondation d'écoles pratiques, élémentaires et supérieures, de dessin où s'enseigneraient, pour parler le plus simplement du monde, l'art de tenir un crayon, ce qui mettrait les prédestinés à même, un jour, de s'en servir. »

M. Tristan Leclère souhaite « mieux doté » le budget des Beaux-Arts. Il déclare demeurer « partisan des améliorations, non des amputations ».

M. Le Sidaner produit une des meilleures défenses de la liberté, en ces termes :

« Je crois que la liberté est le fonds des natures qui doivent s'élever et chercher les fruits qui leur seront un aliment.

« Toute « contrainte » sera mauvaise, qu'elle vienne de Michel-Ange ou de Paul Delaroche, et les fabriques d'art vieillies dans les habitudes où l'on étouffe chez un artiste les premiers mouvements, beaux comme des gestes d'enfant, ne me paraissent pas offrir le milieu propre à développer sainement l'harmonie d'une nature. S'affranchir, s'interroger, se découvrir, cela est contraire à tous les enchaînements. »

A la suppression du Budget des Beaux-Arts, M. Camille Mauclair ne verrait aucun inconvénient. Des motifs qu'il en donne, nous retenons ceux-ci :

« Rome a failli empoisonner d'italianisme dégénéré, déclamatoire et factice, notre art autochtone qui, malgré la partialité des grands et par la seule force du génie populaire français, a su résister à l'ultramontanisme et même avoir la coquetterie de faire mieux que lui dans le même sens, lorsque les grands exigeaient qu'il l'imitât.

« L'Art n'a qu'un maître : la Nature.

« Je suis pour le régime de liberté. L'artiste doit être pauvre et se construire lui-même son caractère et sa technique. La Nature enseigne la technique, l'honneur, et aussi l'exemple des grands morts, enseigne le caractère. »

M. R. de Montesquiou est subtil.

« La mission de l'Etat, — dit-il, — paraît être de protéger les faux artistes. Ils sont nombreux, cela lui prend du temps. Il ne lui en reste plus pour s'occuper des vrais. Heureusement, car c'est sa façon inconsciente, mais profondément morale, d'assurer leur repos, il les laisse tranquille. Que peuvent-

ils souhaiter de mieux pour l'accomplissement de leur œuvre ? »

M. J.-G. Prod'homme est pour l'abstention de l'Etat, le régime de liberté, la suppression du Budget des Beaux-Arts, « tel qu'il existe actuellement ». Il cite Colbert, Houdon, Boissy d'Anglas, Etex, — et cette parole de Proudhon :

« Nous n'avons pas le « minimum » de logement, non plus que le « minimum » de salaire. Les artistes demandent des travaux, c'est-à-dire des palais, des églises, des musées, des théâtres, des monuments ; leur art n'a pas abouti à nous loger ; au contraire, le luxe des bâtiments auxquels ils nous poussent est devenu un auxiliaire de misère. »

M. J.-F. Raffaelli pense, de l'Ecole de Rome, « qu'il n'existe pas d'institution plus absurde et donnant, — heureusement, — des résultats plus vains ». Suit l'exemple du tort causé au développement de M. Degas par l'éducation italienne.

Très opportunément, M. Joseph Reinach observe que « l'Etat n'a jamais forcé qui que ce soit à suivre l'école des Beaux-Arts. » Il est partisan de conserver le budget des Beaux-Arts : « Restons athéniens ».

Les frères J.-H. Rosny, succincts, disent :

« Un Etat comme l'Etat français peut se proposer, outre l'entretien des Manufactures Nationales, des Bâtiments civils, des Musées, des Monuments historiques, de secourir quelques personnalités pauvres et glorieuses ; il ne peut se faire éducateur d'Art. L'Ecole des Beaux-Arts représente à nos yeux un anachronisme, une tyrannie et une concurrence déloyale. »

Par la grâce de son W initial, M. A. Willette, *the last but not the least*, clot cette enquête, et son esprit en est le bouquet :

« Je suis pour la Séparation des Beaux-Arts et de l'Etat : l'Art c'est la Liberté, l'Etat c'est la tyrannie avec les platitudes, les déchéances qui en résultent.

« L'Etat a reconnu trois cultes, mais ne reconnaît pas le vrai, qui est celui du Beau.

« Le Beau officiel sous Louis XIV était l'Etat et l'Etat était Louis XIV ! Ce Soleil de paravent n'a fait éclore que le peintre Lebrun et a dédaigné Puget.

« Quand Marianne « qu'on voyait si belle sous l'empire »,

la belle Gauloise que nous rêvons les cheveux au vent, l'œil ardent, les narines dilatées, les seins tendus à nos lèvres avides, la faucille à la main pour la défense ou la moisson, à présent qu'elle est devenue l'Etat, fait faire son portrait par ses peintres et ses sculpteurs officiels. — « Faites-moi l'air bien raisonnable, leur recommande-t-elle, et, surtout, par le sourire : le sourire est voluptueux, il déplairait à M. Bérenger, défenseur officiel de la vertu à la mode des Trois Cultes ».

« L'Etat continue l'œuvre absurde de Louis XIV ; il entretient et élève ses futurs Grands Hommes à la Villa Médicis. Ces jeunes gens, savants et adroits comme des singes.

« Je me suis décidé à répondre à votre très flatteuse invitation parce que j'ai connu l'Etat pion, professeur et juge, et je suis heureux de saisir cette occasion pour dire mon ressentiment.

« Boursier, j'ai été élevé au lycée et je n'y ai rien appris, pas même à respirer. J'ai été élève de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts où on vous enseigne à faire des femmes toutes nues, mais assez revues et corrigées pour figurer dans les cortèges de l'Etat, pour couronner les présidents et les exposants. N'ayant pas de plafond sous la main pour peindre le nu que j'avais étudié à l'Ecole, je le dessinais sur un petit bout de papier et je fus poursuivi par ordre de l'Etat.

« Le même, au nom de la vertu de ses Trois Cultes, fait condamner à la prison les belles filles qui, dans une fête d'artistes, illuminent la salle de la splendeur de leur jeune corps.

« Qu'ont-ils donné de bon, dans la suite, ceux de nos condisciples qui avaient tant de médailles qu'ils auraient pu se faire un chapeau chinois ? Rien, et pourtant ce rien encombre piteusement les musées de province. Ou bien, diplômés par l'Etat, ces peintres qui reconnaissent fatalement, mais trop tard, qu'ils n'ont qu'un métier, deviennent professeurs et continuent à enseigner l'erreur.

« Malheureusement, l'Etat est une religion : pour les amateurs, l'estampille officielle sous forme de commande, d'achat, de décoration, est la seule garantie du talent et les artistes qui en sont écartés, volontairement ou non, sont considérés comme de simples camelots.

« A l'Etat nous donnons notre temps, notre argent, quelquefois notre sang ; qu'il nous épargne, au moins, sa morale et son intervention qui finit toujours en quelque dragonnade, surtout quand il s'agit de l'Art et des artistes. »

...Les enquêtes n'ont jamais servi qu'à l'amusement du lecteur. Celle des *Arts de la vie* est une des plus divertissantes. A quand l'enquête sur la séparation de l'Armée et de l'Etat ? du Commerce et de l'Etat ? de l'Agriculture et de l'Etat ? des Finances et de l'Etat ? Et si ces enquêtes aboutissaient, pratiquement, à ces désirables divorces qui par inanition réduiraient à zéro l'Etat, — nos arrière-neveux imagineraient des consultations publiques sur la nécessité de rattacher les Beaux-Arts à l'Etat, l'Armée, le Commerce, l'Agriculture, les Finances, à l'Etat... Et ça s'appellerait le progrès tout de même ; car le serpent qui se mord la queue n'est pas un vain symbole...

CHARLES-HENRY HIRSCH.

LES JOURNAUX

Les néo-psychologues (*Le Figaro*, 12 novembre). — La Réforme de l'orthographe (*Le Soleil*, 34 octobre).

Malmenés à la *Revue des Idées* et au *Mercure de France*, les néo-psychologues ont pris leur revanche dans la presse quotidienne. *Le Figaro* a chanté leurs mérites. L'occasion fut une récente pièce de M. Donnay. On sait, d'ailleurs, que ces messieurs goûtent fort le théâtre et les auteurs dramatiques. Le chef-d'œuvre de M. Binet est précisément cette dissection de Paul Hervieu qui égaya, il n'y a pas très longtemps, les pages sévères de la *Revue de Paris*.

Il y a donc, dit *le Figaro*, des psycho-physiologistes ; cela est prouvé : 1^o par *l'Escalade* de M. Donnay ; 2^o par ce fait, qu'ils n'occupent pas moins, rien qu'à Paris, de six laboratoires.

« Bien que relativement neuve, dit le journal, c'est une science des plus attachantes qui soient, de celles qui promettent le plus — qui tiennent déjà — et des plus inconnues du grand public.

« Au contraire de cette psychologie qu'on nous enseigna au lycée et qui prétendait étudier l'âme en elle-même, la connaître au moyen du raisonnement — humain et, par conséquent, faillible — la psychologie nouvelle procède par expériences matérielles, scientifiques et scrupuleusement vérifiées. Elle se contente, pour le moment, de classer les résultats de ces expériences pour les trier, les grouper, les comparer, avec le ferme espoir d'en pouvoir induire plus tard les lois fondamentales de l'esprit considéré dans ses rapports étroits avec les fonctions de notre corps.